Titre

CRD Lyon, 12 mai 2014

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE
DES BARREAUX DU RESSORT
DE LA COUR D'APPEL DE LYON

DECISION DU 12 MAI 2014

Sous la présidence de Monsieur le Bâtonnier JEANTET,

Le Conseil de Discipline – section n° 2- est ainsi composé :
Monsieur le Bâtonnier Adrien-Charles DANA,
Monsieur le Bâtonnier Pierre-Yves LUCCHIARI
Maîtres Pascal BESSON, Stéphane COTTIN, Anne-Christine DUBOST,
Stéphane FOURNAND

AVOCAT MIS EN CAUSE : - Maître X , Avocat au Barreau de Lyon

I - DOSSIER N°1 - référencé N° LY13-09

PROCEDURE:

Par courrier en date du 13 septembre 2013, Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon a saisi le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon d'une poursuite disciplinaire à l'encontre de Maître X .

Par délibération du 18 septembre 2013, le Conseil de l'Ordre du Barreau Lyon a désigné Maître Pierre BUISSON pour procéder à l'instruction des faits reprochés à Maître X .

Au vu des dispositions de l'article 191 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 fixant à 4 mois le délai d'instruction, Maître Pierre BUISSON devrait, dans ces conditions, déposer son rapport au plus tard le 18 janvier 2014.

Par courrier daté du 16 janvier 2013 adressé à Madame le Président du Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon, Maître Pierre BUISSON a sollicité l'octroi d'un délai supplémentaire pour procéder à l'instruction dont il a la charge aux motifs qu'ensuite des auditions de Maître X des 19 décembre 2013 et 13 janvier 2014, il lui a paru nécessaire d'auditionner un témoin.

De plus, lors des ses deux auditions, Maître X s'était engagé à fournir des preuves de règlements de ses créanciers dont il serait utile à Maître Pierre BUISSON de constater ou non, l'exécution dans son rapport.

Il lui était alors difficile, dans ces conditions de déposer son rapport avant le 18 janvier 2014.

Pour la régularité de la procédure, il est apparu nécessaire de faire droit à la demande de report de Maître BUISSON et de lui accorder un délai supplémentaire de deux mois pour finaliser le rapport d'instruction et établir le bordereau des pièces cotées et paraphées du dossier.

Une décision a donc été rendue en date du 17 janvier 2014 par le Président du Conseil de Discipline prorogeant le délai d'instruction au 18 mars 2014.

Maître Pierre BUISSON a déposé son rapport en date du 18 mars 2014 et Maître X a été convoqué par citation d'Huissier en date du 28 avril 2014 pour l'audience du 12 mai 2014 à 15 h 30.

II - DOSSIER N°2 - référencé LY14-03

PROCEDURE:

Par courrier en date du 18 février 2014, Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon a saisi le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon d'une poursuite disciplinaire à l'encontre de Maître X .

Par délibération du 19 février 2014, le Conseil de l'Ordre du Barreau Lyon a désigné Maître Pierre BUISSON pour procéder à l'instruction des faits reprochés à Maître X .

Maître Pierre BUISSON a déposé son rapport en date du 18 avril 2014 et Maître X a été convoqué par citation d'Huissier en date du 28 avril 2014 pour l'audience du 12 mai 2014 à 16 h 00.

Maître X a informé le secrétariat du Conseil de Discipline en début d'après midi que Maître Frédéric DOYEZ venait d'accepter de le représenter et qu'il solliciterait un renvoi afin que son Conseil puisse prendre connaissance de son dossier.

Maître DOYEZ a confirmé par télécopie, intervenir pour le compte de Maître X .

Maître X accepte la présence à l'audience de Madame Cécile DUPARC-PITERA faisant fonction de greffière, bien que sa présence ne soit pas prévue par les textes, étant précisé qu'elle n'est pas assermentée et qu'elle se retirera au moment du délibéré.

Monsieur le Bâtonnier JEANTET rappelle que le Bâtonnier a été saisi le Conseil de Discipline à deux reprises, les 13 septembre 2013 et 18 février 2014, de poursuites disciplinaires à l'encontre de Maître X .

Il rappelle les dossiers faisant l'objet des deux saisines.

Concernant le premier dossier, Monsieur le Bâtonnier JEANTET rappelle que, selon les délais fixés le Décret, le Conseil de Discipline devrait rendre une décision au plus tard le 13 mai 2014.

Ce dossier ayant été ouvert en septembre 2013, il est fort regrettable que Maître X ne se soit préoccupé de trouver un défenseur qu'au dernier moment, et informé les membres du Conseil de Discipline qu'à 14 h 28 de sa demande de renvoi.

Il rappelle à Maître X que les membres présents aujourd'hui ont tous quitté leurs cabinets respectifs pour venir siéger lors de la présente audience et pour certains, viennent de Roanne et de Saint-Etienne.

Monsieur le Bâtonnier Eric JEANTET donne la parole au Bâtonnier Pierre-Yves JOLY.

Monsieur le Bâtonnier Pierre-Yves JOLY indique qu'il souhaite que Maître X puisse mesurer les conséquences de ses actes et qu'il n'ait pas un sentiment d'injustice et de « justice trop vite rendue » en lui refusant sa demande de renvoi.

Monsieur le Bâtonnier Pierre-Yves JOLY ne s'oppose donc pas à la demande de renvoi formulée par Maître X , et sollicite pour le premier

dossier référencé LY13-09 la prorogation, pour une durée de quatre mois, du délai visé à l'article 195 du décret 91-1197 du 27 novembre 1991,

La parole est donnée en dernier lieu à Maître X , qui indique ne rien avoir à ajouter.

Maître X , Monsieur le Bâtonner JOLY ainsi que Madame Cécile DUPARC-PITERA se retirent.

EN CONSEQUENCE ET CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 191 DU DECRET N° 91-1197 DU 27 NOVEMBRE 1991, LE PRESIDENT DU CONSEIL DE DISCIPLINE DES BARREAUX DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LYON :

- Dit que le délai de huit mois prévu à l'article 195 du décret 91-1197 du 27 novembre 1991 est prorogé pour une durée de quatre mois, pour le dossier référencé LY13-09,

- Dit que le délibéré de cette audience sera rendu au plus tard le 13

septembre 2014,

- Ordonne le renvoi contradictoire de ces deux affaires référencées LY13-09 et LY14-03 à l'audience du mercredi 9 juillet 2014 à 14h15 devant la section n° 2 du Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon,

- Dit que la présente décision vaut citation à comparaître pour la prochaine audience.

Le Président
Monsieur le Bâtonnier Eric JEANTET

A Lyon, le 12 mai 2014

Décision notifiée à Maître X , à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon, à Monsieur le Procureur Général, conformément aux dispositions de l'article 196 du décret n° 91-1197 en date du 27 novembre 1991,